Publié le 26 juin 2013

Allier : Une Sem pour doper le laboratoire d’analyses

Eurofins Cœur de France, spécialisé en analyses vétérinaires et biologiques, est entré en décembre dans une dynamique originale en prenant le statut de Société d’économie mixte. Ses deux actionnaires, le Conseil général de l’Allier et le groupe privé Eurofins Food, apportent des atouts complémentaires qui renforcent sa crédibilité et lui ouvrent la porte de nouveaux marchés.

« Le statut de Sem fait bénéficier au laboratoire de l’expertise d’un groupe bien implanté en Europe, mais aussi des forces du Conseil général de l’Allier, tout en répondant aux missions de service public », confie Xavier Dutertre, directeur général Eurofins Cœur de France, basé à Moulins. Dans un secteur où la concurrence s’est fortement renforcée dans des domaines comme le contrôle de la qualité de l’eau, ce partenariat innovant permet au laboratoire d’analyses de l’Allier de rester un acteur majeur sur ce marché face aux grands groupes privés. Son champ de compétences et d’expertises est encore monté en puissance au cours des derniers mois. En plus de son savoir-faire d’origine en santé animale, hydrologie et hygiène alimentaire, la structure s’impose dorénavant aussi en virologie alimentaire (au niveau européen) et en hygiène hospitalière et en hydrobiologie (au niveau départemental ou régional).

Un géant de la grande distribution vient, par exemple, de faire appel au laboratoire « pour analyser ses fruits et légumes importés », commente Alain Reynaud, directeur adjoint d’Eurofins Cœur de France, qui rappelle « que toutes les accréditations garantissant le sérieux et le professionnalisme du laboratoire sont reconfirmées périodiquement par le Comité français d’accréditation ».

Un modèle duplicable

Le nouveau statut valorise aussi une expérience acquise jusqu'en 2007 en tant que laboratoire départemental d'analyses vétérinaires et biologiques, puis au cours des cinq dernières années à travers un Groupement d'intérêt public. Ce GIP avait permis un premier rapprochement avec le groupe Eurofins, via l'Institut Pasteur de Lille, « et un travail important d'optimisation de l'organisation et de rationalisation de nos prestations », précise Alain Reynaud.

« Ce modèle public-privé ne diminue en rien nos missions de service public, et les prérogatives du laboratoire en matière d'hygiène alimentaire, d'hydrologie et de santé animale, ajoute Xavier Dutertre. Le département garde d'ailleurs la mainmise sur ses grandes orientations ». Mais en développant ses compétences et son marché, le laboratoire a également acquis une santé financière que pourrait lui envier bien des laboratoires départementaux classiques. « C'est un modèle duplicable qui peut intéresser d'autres collectivités locales », explique Xavier Dutertre.

Des atouts de poids pour un laboratoire d'analyses de 3 500 m² qui emploie en moyenne 65 agents et s'affirme comme une structure locale incontournable dans une région où l'élevage est une activité clé (avec un cheptel de 550 000 bovins).